



Enseignement privé: plus de 850 contrôles menés, selon le ministre

(), (AFP) -

Plus de 850 contrôles ont été menés dans les établissements scolaires privés sous contrat avec l'Etat après l'onde de choc déclenchée par le scandale Bétharram, a annoncé le ministre de l'Education nationale Edouard Geffray jeudi sur BFMTV.

"On en a déjà plus de 850 qui ont été faits. On sera comme prévu à 1.000 contrôles d'ici la fin de l'année et 40% du privé sous contrat aura été contrôlé d'ici 2027", a déclaré le ministre.

Suite aux révélations sur des violences physiques et sexuelles sur d'anciens élèves de Notre-Dame-de-Bétharram et dans d'autres établissements privés en France, sa prédécesseure Elisabeth Borne avait dévoilé en mars un plan, "Brisons le silence", pour lutter contre les violences en milieu scolaire. Il prévoyait notamment que 40% des établissements privés sous contrat - la France en compte environ 7.500, en grande majorité catholiques - seraient inspectés dans les deux prochaines années.

Interrogé pour savoir où ses propres enfants étaient scolarisés, le nouveau ministre a répondu en avoir "des deux côtés (...) aussi bien dans le public que dans le privé", précisant avoir également "des proches qui ont exercé aussi bien dans le public que dans le privé sous contrat".

"Si je n'avais pas confiance dans l'école publique, je n'y aurais pas dédié un tiers de ma vie professionnelle et je ne serais pas ministre aujourd'hui. Le reste, ça relève de configurations personnelles", a-t-il estimé, rappelant que "les enseignements sont par nature les mêmes (dans le public et le privé sous contrat, ndlr) et ils doivent être les mêmes, les programmes doivent être les mêmes".

Début 2024, Amélie Oudéa-Castera avait déclenché une tempête lors de sa première sortie en tant que ministre de l'Education nationale en expliquant son choix de mettre ses enfants à l'école privée parisienne Stanislas par le "paquet d'heures non remplacées" dans le public. Elle avait été réaffectée aux Sports, son portefeuille d'origine, moins d'un mois après sa nomination.

Afp le 30 oct. 25 à 20 39.